NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Au Grand Orient

Conférence publique sur l'Arménie en danger Mardi 5 décembre à 19h

En présence de son excellence Madame l'ambassadrice d'Arménie Hasmik Tolmajian
Marc Knobel
Olivier Weber
Jean-Pierre Sakoun
et en présence de Guillaume Trichard Grand maître du Grand Orient de France
Hôtel du Grand Orient de France
Temple Arthur Groussier 16 rue Cadet – 75009 PARIS

INSCRIPTION OBLIGATOIRE : pierre.bellaloum@orange.fr

source : JP D.

————————————————————————————-

Le **Grand Orient de France** (abrégé en GOF, GODF ou simplement GO) est la plus ancienne obédience maçonnique française et la plus importante d'Europe continentale. Il est né en 1773 d'une profonde transformation de la première Grande Loge de France. Ce renouvellement débouche sur des traits spécifiques qu'il imprime à la maçonnerie française, rendant celle-ci singulière, notamment au vu des autres maçonneries européennes. En 2014, la majorité de ces différences perdurent encore en son sein.

L'évolution de l'obédience se fait au travers de l'histoire politique et sociale de la France. Investi par le milieu politique sous le Premier Empire, accusé par l'Abbé Augustin Barruel et les milieux contre-révolutionnaires de conspiration ayant abouti à la révolution, le Grand Orient développe au fil de son évolution un engagement humaniste et politique. En 1877, le Grand Orient supprime l'obligation pour ses membres de se référer à « l'existence de Dieu » et à « l'immortalité de l'âme ». Dès lors, il est qualifié d'obédience dite « libérale » ou « adogmatique », qui adopte pour principe la « liberté absolue de conscience », n'imposant aucune croyance ou religion à ses membres. En cela, il se distingue des obédiences de la branche anglo-saxonne qui enjoint le respect de préceptes dits « de régularité » édictés par la Grande Loge unie d'Angleterre en 1929, impliquant notamment la croyance en Dieu et en sa Volonté révéléeN 1 ainsi que l'abstention de sujets politiques ou religieux en loge.

Profondément impliqué dans la vie publique et politique sous la III^{e} République, il est dissout au même titre que l'ensemble de la franc-maçonnerie française lors de la Seconde Guerre mondiale par le régime de Vichy. Le Grand Orient peine au sortir de la guerre à rebâtir ses effectifs et s'éloigne de l'action politique directe afin de privilégier la réflexion philosophique et sociétale. Fondateur du CLIPSAS, association regroupant les obédiences adogmatiques autour du globe, il est — avec plus de 52 000 membres répartis dans environ 1 250 loges — la première obédience adogmatique d'Europe. Depuis 2010, il laisse à ses loges la liberté d'initier ses membres sans distinction de sexe.

Puissance symbolique souveraine (ses membres sont également des « initiés »N 2), son rite officiel est le Rite français consubstantiel à la création de l'obédience, celle-ci intègre au cours de son histoire et au gré de leurs apparitions la plupart des rites maçonniques pratiqués de nos jours. Imprégné de culture orale, le GODF n'en est pas moins une institution de droit régie par la loi de 1901 et par des règles écrites fondées sur le suffrage universel, principe démocratique qui s'exerce sur toutes ses structures. La devise, *Liberté, Égalité, Fraternité*, qu'il adopte en 1848 fait suite aux pages de son histoire et se confond volontairement avec celle de la République française.

Histoire

Anne Charles Sigismond de Montmorency-Luxembour

Le Grand Orient de France est né en 1773 d'une profonde transformation de la première Grande Loge de France, fondée le 24 juin 1738N 3,BM 1. C'est à la suite de la mort le 16 juin 1771 de son dernier grand maître Louis de Bourbon-Condé, comte de Clermont-en-Argonne, que débute cette transformation2.

Cette fondation fait suite à une dizaine d'années de dissensions et de scissions au cours desquelles les dérives maçonniques ponctuent l'extension d'un « maquis touffu » de hauts grades dont les créations se multiplient depuis plus de trente ans et servent surtout à l'obtention de privilèges dans une société civile où le rang et l'autorité découlent du titreDK 1. La mort du Comte de Clermont met également fin au pouvoir de son substitut général Chaillon de Jonville et permet l'accession du duc Anne Charles Sigismond de Montmorency-Luxembourg au poste d'administrateur général lors des assemblées des 21 et 24 juin 1771DK 2. Dès lors, celui-ci a pour condition préalable, la fin des divisions dans la maçonnerie du royaume et, fait notable à cette époque, pour la première fois le substitut, qui est le véritable administrateur de l'ordre, est élu par l'assemblée et non nommé par la seule volonté du grand maîtreDK 3. Sous son administration, il se constitue une obédience véritablement nationale, majoritaire, fortement centralisée, qui confie sa grande maîtrise à Louis-Philippe d'Orléans, solennellement installé le 22 octobre 1773. La grande maîtrise dont il est titulaire, organisée comme une « brillante sinécure »3, permet à Montmorency-Luxembourg de se trouver *de facto* grand maître de la Grande Loge reconstituée,

situation qu'il met à profit afin d'imprimer à la maçonnerie française des traits spécifiques qui la différenciera des autres maçonneries européennes. La majorité de ces caractères perdurent encore au sein du Grand OrientDK 4.

Débuts du Grand Orient

Le 24 mai 1773, l'assemblée générale adopte le chapitre premier des nouveaux statuts et décide de créer un « Grand Orient de France »4. Cette assemblée met en œuvre plusieurs changements majeurs dont le plus important est l'élection des vénérables maîtres de loge5, mettant fin à l'inamovibilité de ceux-ci en précisant que : « le Grand Orient de France ne reconnaîtra désormais pour Vénérable de loge que le Maître élevé à cette dignité par le choix libre des membres de la loge ». Ce premier chapitre officialise également la représentation du Grand Orient par les « députés de loge (bleue) tant de Paris que des Provinces » lors des assemblées générales, affirmant pour la première fois une démocratie participative au niveau national et déniant de la sorte, à tous organismes de « hauts grades » le droit de s'immiscer dans les affaires de l'obédienceDK 5.

La dernière assemblée générale de « l'authentique Grande Loge de France » se tient le 2 octobre 1773 et valide l'installation solennelle de Philippe d'Orléans comme grand maître le 22 octobre 1773, date qui marque la fondation de la nouvelle obédience6. Le jour même, le nouveau grand maître valide tous les travaux déjà commencés en son nom et « sous les auspices du Grand Orient de France » mettant fin à la période de transition qui a suivi le décès du comte de ClermontDK 6. En 1776, selon Louis Amiable, le Grand Orient de France compte 198 loges en activité, dont 37 à Paris7.

Une grande majorité des loges du royaume rallient cette nouvelle structure dans les années qui suivent, bien qu'une « Grande Loge de Clermont » rivale, principalement parisienne, refusant ces évolutions et restant accrochée à la traditionnelle vénalité des offices, reste en activité jusqu'en mai 1799, date à laquelle les deux obédiences, très fortement affaiblies par la Révolution française, fusionnentBM 2.

Révolution française

Roëttiers de Montaleau (1748-1807).

Il est fréquent de lire que les francs-maçons ont activement préparé la Révolution de 1789. L'association des loges aux Lumières et la Révolution a d'abord été une accusation lancée par les milieux contre-révolutionnairesN 4, qui la présente comme le résultat d'un complot. La vérité est qu'il y en eut dans tous les campsN 5. Ainsi le duc de Luxembourg, véritable créateur du Grand Orient, « premier Baron chrétien » préside l'ordre de la noblesse aux états généraux et émigre le 15 juillet 1789BM 3. Une loge aristocratique comme « La Concorde » de Dijon se saborde dès août 17898 ou encore l'astronome Lalande, officier du Grand Orient et « doyen des athées » selon ses amis, demeure un monarchiste convaincuBM 3.

Cependant, les loges dont le nombre atteint 629, dont 63 à Paris en 17897 ont, par leur fonctionnement dans les années antérieures, pris une certaine indépendance vis-à-vis de l'État et de l'Église, ce qui a vraisemblablement facilité l'éclosion d'aspirations nouvellesBM 4. Parmi les francs-maçons actifs de l'époque révolutionnaire, citons Mirabeau ou le constituant lyonnais Jean-André Périsse-Duluc (1738–1800). L'hymne national, *La Marseillaise*, a d'ailleurs été composée par un franc-maçon : Rouget de l'IsleBM 3.

Le 5 janvier 1792, le Grand Orient de France approuve publiquement la Révolution en cours, ce qui ne signifie pas pour autant une adhésion de la totalité de ses membres à ce bouleversement politique, institutionnel et social majeur de l'histoire de la FranceBM 5. En effet, durant la Terreur, le GODF se met en sommeil de 1793 à 1796, rares sont les ateliers qui ont maintenu une activité durant cette période. En février 1793 et à son initiative, les archives du Grand Orient sont mises à l'abri chez Alexandre Roëttiers de Montaleau. Ce même mois, le grand maître Philippe d'OrléansN 6 renie formellement la franc-maçonnerieDK 7. La grande maîtrise reste vacante jusqu'en 1795, date à laquelle Roëttiers de Montaleau l'accepte sous le titre de « grand vénérable ». Il sera l'artisan de la

fusion de la Grande Loge de Clermont au sein du Grand Orient et la signature d'un concordat d'intégration le 10 juin 1799 permet au Grand Orient de se proclamer : « seul et unique héritier en France de la Grande Loge d'Angleterre »9.

Au xix^{e} siècle

Joseph Bonaparte en 1808.

À partir du coup d'État de Bonaparte le 18 brumaire et sous le Premier Empire, la franc-maçonnerie française va à nouveau se développer de manière importante, en multipliant les loges. Pour cause, la protection de Bonaparte qui comprend tout le bénéfice qu'il peut tirer d'une maçonnerie docile. Ainsi, il investit celle-ci avec des hommes de confiance. Le Grand Orient se dote de dirigeants proches du pouvoir, le frère de l'empereur Joseph Bonaparte devient grand maître avec pour adjoint Murat et Cambacérès10. Protégée par un régime qu'elle sert, la maçonnerie continue à porter dans toute l'Europe les valeurs philosophiques issues du siècle des Lumières. Le Grand Orient est investi par tout ce qui compte en politique : famille de Bonaparte, maréchaux, généraux, ministres et fonctionnaires. Le nombre des loges passe de 300 à 1 220 en 10 ans (1814)10.

La chute de Napoléon et de l'empire entraîne celle de la franc-maçonnerie. Accusée depuis les écrits d'Augustin Barruel d'avoir provoqué la Révolution, combattue par le nouveau clergé ultramontain, elle est contrainte de se mettre en sommeil dans la plupart des pays de la Sainte-Alliance10. En France, le Grand Orient survit en faisant preuve d'opportunisme politique, protégé par des personnalités proches du monarque Louis XVIIIN 7 tel le duc de Tarente ou le duc Decazes. Le Grand Orient reste néanmoins suspect et il lui est interdit de

débattre de sujets politiques ou religieux10.

Le 24 février 1848, l'avènement de la Deuxième République est salué par des « batteries d'allégresse »N 8. Une délégation du Grand Orient est reçue à l'hôtel de ville de Paris par des membres du gouvernement provisoire qui en apportant les premières mesures sociales répond aux attentes du Grand Orient. En décembre, le Prince Napoléon devient président de la République et les monarchistes gagnent les élections législatives (1849). Cette même année, le Grand Orient définit la franc-maçonnerie comme « essentiellement philanthropique, philosophique et progressive » avec pour devise celle de la République. Affirmant ses convictions progressistes, la maçonnerie est à nouveau suspecte et de nombreuses loges sont fermées avant et après le coup d'État du 2 décembre 185111.

Second Empire[modifier | modifier le code]

Article détaillé : Franc-maçonnerie sous le Second Empire.

Bien que non maçon, B. P. Magnan fut nommé grand maître par Napoléon III.
Napoléon III impose son pouvoir sur la franc-maçonnerie française, en nommant d'abord le prince Lucien Murat et plus tard le maréchal Magnan à la tête du Grand Orient afin de prévenir toutes velléités d'opposition au régime. N'étant pas franc-maçon, ce dernier fut initié et reçut les trente-trois grades en deux jours. Pendant la période dite « autoritaire » du Second Empire (1852–1860) le pouvoir impérial instaure un encadrement idéologique strict, pour essayer de contrôler une institution dont il se méfie, mais qu'il croit pouvoir surveiller et utiliser comme relais d'influenceLM 1,N 9.

Pendant la période dite « libérale » de l'Empire (1860–1870), le Grand Orient

retrouve une plus grande autonomie sous la grande maîtrise du général Mellinet, successeur élu du maréchal Magnan12. Dans le même temps, la nouvelle génération qui entre dans les loges du Grand Orient est républicaine et influencée par le positivisme. Désirant une maçonnerie plus efficace, les loges deviennent des sociétés de pensée. La référence à Dieu est contestée comme attentatoire au principe de la liberté de conscience12.

IIIe République[modifier | modifier le code]

Article détaillé : Franc-maçonnerie sous la Troisième République.

En mars 1871, Paris se soulève, une fraction de la maçonnerie — celle des « blouses maçonniques », maçons prolétaires et révolutionnaires — adhère d'emblée à la Commune, l'autre — celle des « habits noirs » bourgeois républicains et modérés — fréquente plutôt les salons versaillais. À plusieurs reprises, les loges parisiennes tentent d'obtenir la réconciliation et le cessez-le-feu en contactant les francs-maçons versaillais mais elles se heurtent au refus répété d'Adolphe Thiers, et finissent pour la plupart par planter leur bannières sur les barricades, montrant leur ralliement à la cause de la Commune. À la fin de la trêve, la Commune est écraséeBM 6 et de nombreux « frères » tombent sous les balles versaillaises12. De 1872 et jusqu'à la victoire électorale républicaine en 1877, la franc-maçonnerie accusée de complicité avec la CommuneN 10,BM 7 est à nouveau suspecte et des loges sont fermées sous l'ordre moral.

Frédéric Desmons.

En 1877, la question religieuse est réglée — sur un rapport du pasteur Frédéric Desmons relatif à un vœu émanant d'une loge de Villefranche-sur-Saône — le Grand Orient supprime l'obligation (toute théorique) de croire en Dieu et retire de sa constitution la phrase « La Franc-maçonnerie a pour principe l'existence de

Dieu et l'immortalité de l'âme », se réclamant désormais de la « liberté absolue de conscience ». L'invocation au Grand Architecte de l'Univers devient facultative[12] et le Grand Orient de France devient la plus importante obédience de la branche de la franc-maçonnerie dite « libérale » ou « adogmatique » : cette décision est en effet la cause principale du schisme dit de la « régularité maçonnique » qui sépare depuis les obédiences qui n'exigent pas de leurs membres la croyance en un être suprême du reste de la franc-maçonnerie mondiale.

Le Grand Orient de la III[e] République est engagé dans les luttes politiques de ce temps et il impulse de nombreuses créations, comme la Ligue des droits de l'Homme[13], l'organisation des mutuelles de secours et de soins, les coopératives ouvrières, les universités populaires[14], l'enseignement public, laïc et obligatoire, les patronages laïques[15]. Il mène un incessant combat contre la loi Falloux, le Concordat et pour la séparation de l'Église et de l'État. On doit à ses actions par exemple l'instauration du divorce ou encore la loi sur la liberté des funérailles et la crémation[16]. Dans cette fin du xix[e] siècle, le Grand Orient devient une force politique ancrée à gauche, même si parfois se rencontrent et s'y affrontent des modérés, des radicaux, des socialistes de diverses écoles et quelques anarchistes. Les francs-maçons qui s'y rattachent luttent contre les mêmes ennemis : cléricaux, monarchistes et ultérieurement nationalistes et antisémites[16]. Devenant un foyer de républicanisme[12], le GODF joue à cette époque un rôle important dans la fondation du Parti républicain radical[17]. En 1877, des membres du Grand Orient s'investissent électoralement et une centaine de députés et sénateurs maçons sont élus[BM 8]. Le soutien quasi-unanime du convent du Grand Orient concluant à l'innocence du capitaine Dreyfus l'engage aussi dans les débats les plus sensibles[BM 8].

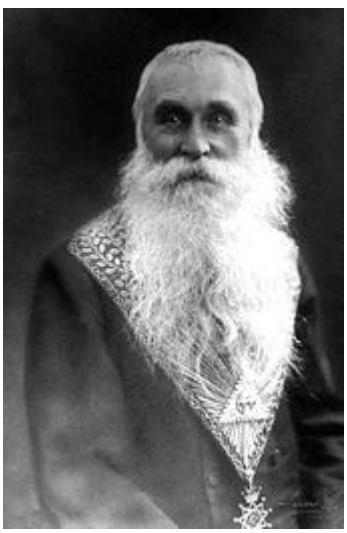
Au xx[e] siècle

Combats laïques et « affaire des fiches »

Articles détaillés : Loi de séparation des Églises et de l'État et Affaire des fiches (France).

Caricature parue dans *Le Rire*, 20 mai 1905. L'homme au milieu est Jean-Baptiste Bienvenu-Martin, ministre de l'Instruction publique du cabinet Rouvier.

Le vote de la Loi de 1901 sur les associations, soutenue et amendée au parlement par le frère Groussier, la victoire du bloc des gauches en 1902 et l'avènement du ministère dirigé par le frère Émile Combes, qui engage au pas de charge, avec le soutien sans faille du Grand OrientBM 9,N 11, la séparation de l'Église et de l'État, aboutissent à un climat de tension opposant la France laïque à la France cléricale et à la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican18. La séparation est obtenue en 1905 après la chute du gouvernement CombesBM 9. En effet, le Grand Orient est impliqué dans l'« affaire des fiches » au début du xx^{e} siècle. Ce grand scandale politique survenu en 1904, après une interpellation à la Chambre du député nationaliste Jean Guyot de Villeneuve, dévoile au public les pratiques de surveillance des officiers de l'armée par les loges et la mise en place d'un service de renseignements sur les militaires au siège du GODF, rue Cadet. L'affaire marqua profondément l'armée et la droite. Selon Jean-Baptiste Bidegain, le secrétaire adjoint au GODF qui révéla l'affaire, un service de renseignements existe au sein du Grand Orient depuis 1891 et se préoccupe d'obtenir des renseignements sur les fonctionnaires en général19 ; c'est à partir de 1901 qu'il s'occupe de ficher les officiers20.



Arthur Groussier.
En 1913, le Grand Orient n'oblige plus ses loges à travailler à la gloire du Grand Architecte de l'Univers. Les quelques loges voulant revenir à une pratique maçonnique théiste, seule régulière de leur point de vue, quittent le Grand Orient et créent la « Grande Loge nationale indépendante et régulière pour la France et ses colonies » , future Grande Loge nationale française (GLNF)21.

Soudée au gouvernement René Viviani à la déclaration de la Première Guerre mondiale et à l'instar des franc-maçonneries européennes, il soutient l'engagement national dans le conflit. L'obédience se retrouve rejetée dans l'opposition après la victoire du bloc national en 1919 ce qui la conduit naturellement à prendre du champ avec l'action politique et à s'adonner davantage à la réflexion philosophique22.

Durant l'entre-deux-guerres le Grand Orient se préoccupe de plus en plus des questions internationales et aide significativement les Républicains espagnols ou les démocrates italiens à fuir les régimes de Franco et Mussolini ; il établit également des relations d'amitié avec la plupart des grandes obédiences européennesBM 10. Cette époque est aussi celle du retour d'un intérêt pour les questions spécifiquement maçonniques. Arthur Groussier propose une réforme du Rite français afin de lui rendre son caractère symbolique et initiatiqueLM 2. Il permet le réveil du Régime écossais rectifié, invitant les maçons du Grand Orient à revisiter leur patrimoine symboliqueBM 10.

Seconde Guerre mondiale et reconstruction[modifier | modifier le code]

Pierre Brossolette le 18 juin 1943.

En 1939, lorsque la guerre éclate, le Grand Orient s'est trop identifié à la République pour survivre à sa chute. Il est dissout par décret gouvernementalN 12 en août 1940 mais la *Gestapo* en zone occupée a déjà procédé à des arrestations. La maçonnerie est présentée par la propagande du régime de Vichy comme un « instrument aux mains des juifs » et responsable de la défaite, l'antimaçonnisme du régime rejoignant dès lors son antisémitisme. Des listes de noms sont dévoilés et paraissent en 1941 dans le *Journal officiel*, les francs-maçons sont exclus de la fonction publique et parfois pris comme otages par les Allemands ou la milice22. Pendant ce conflit mondial, des francs-maçons du Grand Orient de France s'engagent dans la Résistance, en particulier dans le réseau « Patriam Recuperare » et dans divers mouvements. À Lyon, ils forment un comité et s'agrègent à « Combat », « Libération » et « Franc-Tireur ». Dans le même temps, le régime de Vichy persécute sévèrement les francs-maçons. Le Grand Orient et la franc-maçonnerie y perdent de nombreux membres dont Jean Zay, Pierre BrossoletteN 13, Gaston Poittevin et René Boulanger. À la Libération, le GODF compte moins de 7 000 membres, ils étaient 30 000 en 193922.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale et après l'échec de la tentative d'unification du Grand Orient et de la Grande Loge de France en 1945N 14, l'obédience peine à rétablir ses effectifs dans une société où reconstruire, trouver du travail et se nourrir reste l'essentielBM 11. À partir du milieu des années 1950, le Grand Orient de France bénéficie à la faveur d'une évolution générale de la société — et à l'instar de toutes les obédiences — d'un nouveau développement. En mai 1968, il prend fait et cause pour le mouvement étudiant et ouvrier et combat fermement les textes qui remettent la laïcité scolaire en cause. Si 1981 et l'élection de l'union de la gauche semblent un nouveau 1848, les désillusions qui suivent font douter l'obédience de son utilitéBM 12.

Depuis quelques années, bénéficiant d'une longue période de stabilité, les effectifs du Grand Orient de France connaissent une nette progression : le nombre de membres est passé de 31 000 (1990)BM 13 à approximativement 52 000 en France et dans le monde (2015) dont 2 000 femmes23,24....

source : wikipedia